



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

A l'attention de M. Marc Ferracci
Ministre de l'Industrie et de l'Énergie

Tours, le 23 mai 2025

Objet : Avenir des emplois de STMicroelectronics - sites de Crolles et de Tours

Monsieur le Ministre,

Le 31 octobre 2024, les salariés de STMicroelectronics, entreprise dont l'État français est co-actionnaire avec l'État italien, ont reçu une annonce préoccupante de la part de Jean-Marc Chéry (PDG de STM) : « *nous lançons un nouveau projet d'entreprise pour remodeler notre implantation industrielle, accélérant nos capacités de production en silicium vers le 300mm (Agrate-Italie et Crolles-France), et en carbure de silicium vers le 200mm (Catane-Italie et Chongqing-Chine), et redimensionnant notre base de coûts globale* ».

La CFDT et la CGT ont alors adressé un courrier commun le 13 novembre 2024 pour faire part de leurs inquiétudes. Ce courrier était destiné au président Emmanuel Macron, au 1er Ministre d'alors Michel Barnier, à son Ministre de l'Économie, de l'Industrie et des Finances Antoine Armand et à Nicolas Dufourcq, Directeur général de BpiFrance et Président du conseil de surveillance de STMicroelectronics. Il vous était également destiné ainsi qu'au Directeur Général des Entreprises Thomas Courbe.

La CFDT et la CGT demandaient alors que soit assurée la préservation de l'emploi et des compétences industrielles stratégiques, quels que soient les objectifs et les réorientations souhaitées par l'entreprise. Les syndicats n'ont jamais reçu de réponse.

Des parlementaires des deux territoires vous ont écrit ainsi qu'à M. DUFOURCQ, Président non exécutif du Conseil de surveillance de STMicroelectronics, le 18 février 2025... Une réponse donnée par M.DUFOURCQ avait confirmé qu'une optimisation de la structure de coûts et un remodelage de l'empreinte industrielle étaient à venir mais qu'une attention particulière serait portée à l'équilibre entre la France et l'Italie. Il avait ajouté qu'il y avait là surtout des spéculations de la part de la presse qu'il ne lui appartenait pas de commenter. Depuis les annonces sont tombées et malheureusement elles confirment les choix stratégiques qui seraient à l'œuvre et leurs conséquences sur les emplois et sur nos territoires.

Le 10 avril 2025, la CGT vous a de nouveau adressé un courrier pour réclamer une rencontre suite aux annonces de la direction de STMicroelectronics, à savoir l'arrêt de la ligne de production Front-End 150mm et de la ligne GaN du site de Tours, l'arrêt de la ligne de production Front-End 200mm du site de Crolles ainsi que la suppression de 2800 emplois directs dans le groupe dont 1000 en France. Là non plus, vous n'avez pas répondu.

Des chiffres plus précis sont cependant arrivés le 29 avril 2025, les salariés ont ainsi appris la suppression de 1000 postes ainsi que la mise en place de 2500 mobilités internes. Les salariés de STMicroelectronics avec lesquels nous avons échangé sont très inquiets et demandent pourquoi le gouvernement n'a pas exigé de la direction plus de transparence et d'explications sur le projet de restructuration de STMicroelectronics.

Nous, députés et élus des territoires sur lesquels sont implantés les sites, nous vous appelons à ne pas simplement accompagner ces éventuelles mesures mais à tout faire pour que les emplois ne soient pas supprimés et que les lignes de productions ne soient pas délocalisées.

A titre d'exemple, la ligne du GaN développée en pilote à Tours est annoncée comme devant être délocalisée à Catane en Italie alors que c'est elle qui devait assurer l'avenir du site. Nous pouvons même dire qu'elle est le fruit d'une coopération territoriale et notamment avec le CERTEM, laboratoire mobilisant les universités de Tours et Orléans.

Par ailleurs à Crolles, le 12 juillet 2022, Emmanuel Macron avait annoncé débloquer jusqu'à 2.9 milliards de fonds publics échelonnés sur plusieurs années pour financer le projet Liberty. Ce projet, en coopération avec Globalfoundries n'a malheureusement pas tenu ses promesses et Globalfoundries se serait retiré du contrat. A ce jour seulement trois unités supplémentaires ont été construites, moins de deux seraient en état de marche, ce qui paraît peu par rapport aux 1000 emplois que le projet Liberty devait créer. Parallèlement à ce qui semble être l'abandon de ce projet, la ligne de production Front-End 200 mm verra ses machines délocalisées et remplacées à la fois par des nouvelles et des anciennes machines pour réaliser des tests, ce qui constitue un aveu d'échec au vu des annonces faites par le pouvoir exécutif et la direction de l'entreprise.

Nous rappelons que ces décisions ont lieu alors que le groupe STMicroelectronics a réalisé 1,3 milliard d'euros de bénéfices en 2024, et reçu 487 millions d'euros d'aides publiques en 2023 (68 % de subventions dans le soutien aux investissements et à l'innovation, 25 % au titre du crédit impôt recherche, et 7 % sous forme d'allègements de cotisations sociales).

Nous ne comprenons pas qu'au regard d'un tel soutien public et d'une situation économique positive, le groupe annonce des suppressions d'emplois et de délocalisation de la production française. Cela se produit dans un moment difficile pour notre pays dans la bataille pour le maintien d'activités productives et pour sa réindustrialisation.

Nous considérons que les salariés ont le droit de recevoir des réponses aux courriers adressés et qu'ils doivent être écoutés quant à cette situation. Leur vision de la stratégie employée et bien entendu leur savoir-faire sont essentiels à la bonne marche de ces activités.

Faute de réaction de l'État français, il semble que l'Italie pèserait de manière bien plus contraignante dans les échanges avec l'entreprise et que cela se traduirait in fine par un déséquilibre quant aux conséquences dans chaque pays des réorientations stratégiques à l'œuvre.

La situation des activités industrielles dans notre pays est de nouveau très préoccupante et dans de nombreux secteurs, même quand les perspectives de croissance des besoins sont établies. On parle de pas moins de 400 plans de licenciements réalisés ou en cours depuis deux ans. Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui disparaissent ou vont disparaître.

Nous avons besoin d'un Etat stratège et d'un gouvernement qui enfin utilise tout l'arsenal juridique existant pour préserver nos activités productives. Au-delà des emplois directs qui seraient supprimés, ce sont aussi des sous-traitants et des écosystèmes locaux qui sont mis à mal.

Cela appelle à des réactions fortes, les déclarations du Président de la République ne sont pas rassurantes quant à la lecture qu'il fait de la catastrophe Vencorex, de l'absence de solution effective concernant La Chapelle Darblay et tant d'autres. Il est encore possible de réagir avec force, nous vous demandons de refuser toute suppression d'emplois à Tours comme à Crolles concernant StMicroelectronics.

Vous remerciant des réponses que vous voudrez bien accorder aux demandes des représentants des salariés ainsi qu'à nos sollicitations, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération,

Liste des signataires

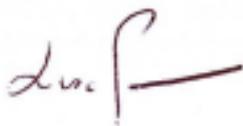
Charles Fournier, Député d'Indre-et-Loire



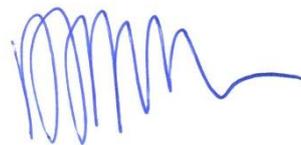
Marie-Noëlle Battistel, Députée de l'Isère



Laurent Baumel, Député d'Indre-et-Loire



Jérémy Jordanoff, Député de l'Isère



Élisa Martin, Députée de l'Isère

